

d'échanges franco-italiens en 2007-2008 qui ont donné lieu à la publication d'un manifeste bilingue "Agir pour les villes et le territoire, Manifesto italo-francese", il fait écho au constat dressé à cette occasion par la plupart des intervenants italiens de diverses disciplines : hors des centres historiques manquent des espaces publics de qualité, qui soient non seulement de nature à offrir un accès aux ressources déterminant le bien-être en ville (logement, transport, hygiène), mais qui soient aussi des espaces intermédiaires conviviaux, ouverts à la diversité et à l'indéterminé de la vie urbaine ; gouverner réellement un territoire urbain, c'est répondre aussi à la complexité d'un

tissu social en évolution qui fait de ce territoire "non pas seulement une valeur d'usage, mais un processus continu d'action de l'homme sur son environnement" (Tiziana Villani).

Les transformations de la composition sociale à Milan que dépeignent Enzo Mingione, Barbara Borlini et Tommaso Vitale nous rappellent que, quelle que soit la spécificité de tel ou tel terrain urbain (mixité et ségrégation plus ou moins fortes), les politiques de long terme axées sur la cohésion sociale, la cohabitation des personnes et des communautés, et non confinées à l'échelle de quartier ou de zone, doivent certainement être au centre de l'économie politique des métropoles en Europe. | **Bruno Aubert et Florence Ferran**

 Pour en savoir plus : [www.universite.org](http://www.universite.org)

# Immigrés à Milan : faible ségrégation mais fortes tensions

par **Enzo Mingione, Barbara Borlini et Tommaso Vitale**

\* **Enzo Mingione** est doyen de la faculté de sociologie de l'université de Milan-Bicocca. Spécialiste de la pauvreté, de l'exclusion sociale, de l'économie informelle et de la sociologie urbaine, il est actuellement impliqué dans les programmes Urbeurope (Urban Europe Between Identity and Change) et TSFEPS (Changing Family Structure and Social Policy: Childcare Services in Europe and Social Cohesion).

**Barbara Borlini** est sociologue à l'université de Milan-Bicocca.

**Tommaso Vitale** est sociologue à l'université de Milan-Bicocca, responsable de la chaire de planification sociale et de développement local.

Cette contribution de trois sociologues italiens – **Enzo Mingione, Barbara Borlini et Tommaso Vitale** \* – est consacrée à Milan, la métropole italienne qui accueille actuellement le plus grand nombre d'immigrés. Paradoxalement, les auteurs font d'une part le constat d'une certaine mixité, que ce soit dans les quartiers d'habitat social ou dans les secteurs plus centraux, et d'autre part celui d'une ségrégation scolaire forte et de tensions avec les communautés chinoise et rom qui peuvent dégénérer en conflits en l'absence de politiques publiques volontaristes de cohésion sociale.

ces dix dernières années, le quatrième pays de l'Union européenne en nombre d'immigrants originaires des pays les plus pauvres, et l'un des trois pays les plus attractifs /1. Près de 4 millions d'immigrés en situation régulière et provenant des pays les moins développés du monde y résident actuellement, une grande partie d'entre eux s'étant installés au cours de la dernière décennie.

Ces flux, tout en conservant un fort dynamisme, relèvent de stratégies migratoires constamment diversifiées, connaissant même des variations sur le court terme. Leur fragmentation et la pluralité de leurs composantes d'une part, leur variété et leur évolution dans le temps d'autre part, rendent moins probables les phénomènes de ségrégation et de ghettoïsation dans les villes italiennes, notamment parce que les immigrants ont peu de chance d'accéder au logement social – contrairement à ce qui était le cas il y a quelques décennies pour les immigrants de l'intérieur /2. Milan, qui, selon les estimations, abrite le nombre d'immigrés le plus élevé du pays (14,2 % /3), confirme ce mode d'implantation. La faible ségrégation en matière de logement des populations immigrées (cf. carte) s'inscrit dans un contexte plus global de pauvreté et de mal-être qui ne prend cependant pas la forme d'un ghetto ni de grandes zones périphériques en crise /4.

Si, au cours du xx<sup>e</sup> siècle, l'Italie a enregistré à la fois des migrations vers l'étranger et des migrations intérieures, elle est devenue à partir des années 1970 un pays d'immigration et, au cours de

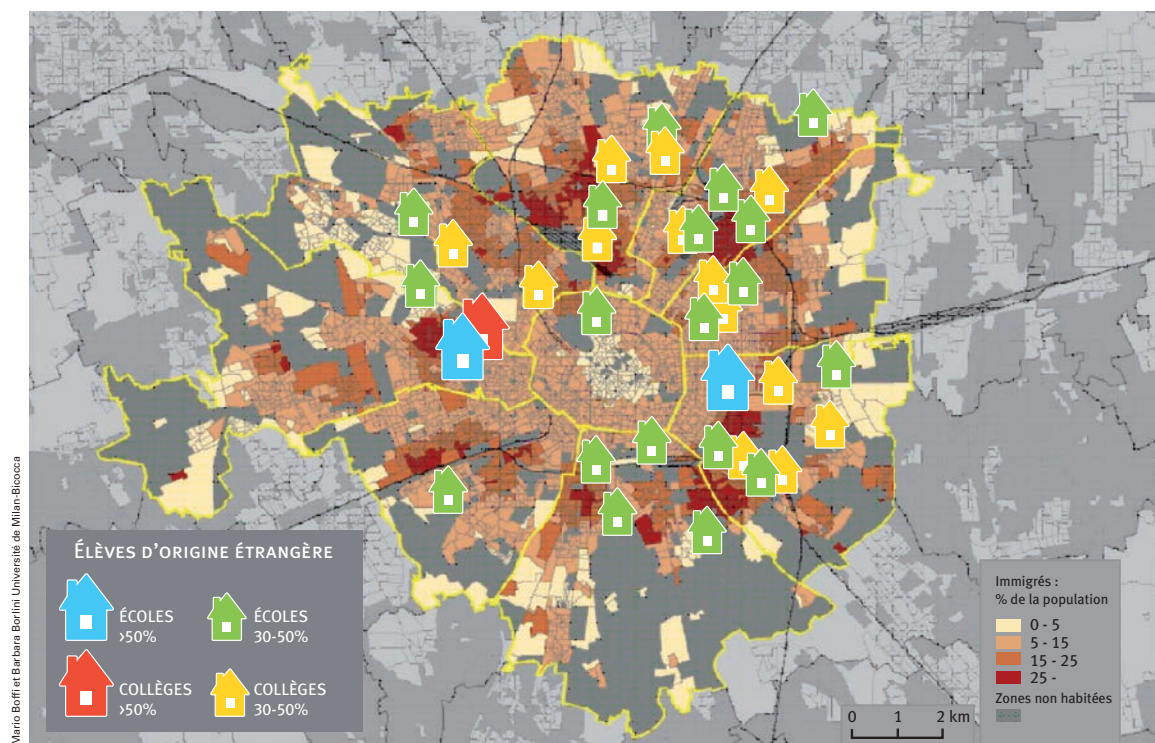
1/ E. Pugliese, *L'Italia tra migrazioni internazionali e migrazioni interne*, Il Mulino, Bologne, 2006.

2/ *La Popolazione straniera regolarmente presente in Italia*, Istat, Rome, 2007.

3/ Fondazione Ismu, *Tredicesimo Rapporto sulle migrazioni 2007*, Angeli, Milan, 2008.

4/ F. Zajczyk, B. Borlini, F. Memo, S. Mugnano, *Milano. Quartieri periferici fra incertezza e trasformazione*, Bruno Mondadori, Milan, 2005.

## → Immigrés à Milan : faible ségrégation mais fortes tensions



La plus grande précarité sociale se concentre toutefois en grande banlieue dans de vastes ensembles de logement social réalisés dans les années 1970 pour face aux dernières vagues de migration intérieure, et qui dénotaient déjà de structures obsolètes pour l'époque. À l'exclusion sociale des habitants, encore en majorité autochtones, s'ajoutent d'importants facteurs ségrégatifs tels que l'isolement, la monofonctionnalité, le manque de ressources et de services et la difficulté d'accès aux opportunités de la ville.

C'est cependant dans les territoires fragiles de la ville compacte que les immigrants trouvent le plus facilement à se loger. En raison notamment d'opportunités de location ou d'achat dans des édifices vétustes, mais aussi de locations à bas prix dans des logements sociaux, construits par la municipalité avant la Seconde Guerre mondiale et que les Italiens refusent aujourd'hui en raison de leur piètre confort (immeubles délabrés, appartements exigus, absence d'ascenseurs). Notons qu'il s'agit là de quartiers relativement centraux, ainsi que d'une proche banlieue généralement bien reliée aux autres parties de la ville : ce qui répond aux exigences d'une population de travailleurs très mobiles mais souvent dépourvus de moyens de transport individuels. Par ailleurs, on trouve aussi dans ces quartiers une concentration de populations autochtones âgées qui ont recours aux services de soins et d'aide à domicile offerts par les immigrants.

### Tensions dans la cohabitation quotidienne

Milan se caractérise donc par une certaine mixité,

que ce soit dans les logements sociaux en périphérie, où cohabitent les immigrants et les couches les plus démunies de la population autochtone, ou bien dans les quartiers relativement centraux, où résident des familles aisées ou de classe moyenne (dans des immeubles présentant un intérêt architectural ou dans des zones de gentrification) voisinant avec des poches de population âgée et des enclaves d'immigration ancienne (communauté chinoise) ou récente.

Au niveau international, il a été constaté que la ségrégation urbaine des démunis et des minorités tend à renforcer la pauvreté et à la transformer en un piège d'exclusion sociale /5. À cet égard, les situations de mixité non programmées de Milan présentent un potentiel de cohésion sociale et d'intégration des immigrants.

Il ne faut cependant pas sous-estimer combien la cohabitation entre populations diverses peut entraîner de tensions quotidiennes qui, non maîtrisées, risquent de se transformer en conflits et d'amorcer des processus d'amplification des sentiments de peur et d'insécurité sociale /6. Une culture différente en matière d'appréhension du temps et d'usage de l'espace public aiguise la perception de la distance culturelle et de la "différence", vécues par les groupes sociaux comme une intrusion et un danger – en premier lieu pour les personnes âgées, plus vulnérables pour des raisons économiques, relationnelles et physiques, et qui font du voisinage et du quartier leur principal point d'enracinement physique et relationnel.

Et il ne faut pas ignorer le risque que soient appliqués, dans ces quartiers socialement hétérogènes,

5/

L. Wacquant, *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, University of California, Berkeley, 2007.

6/

F. Zajczyk, B. Borlini, F. Memo, S. Mugnano, *op. cit.*

des modèles de cohésion sociale de type “tectonique”, dans lesquels la population tend à se segmenter en groupes relativement fermés, ainsi que l’ont constaté Butler et Robson /7 dans certains quartiers gentrifiés de Londres.

À ce propos, une littérature internationale de plus en plus abondante a insisté sur l’importance des pratiques dites de *schooling*, autrement dit de sélection du contexte scolaire dans lequel insérer les enfants /8. De telles pratiques constituent un puissant indicateur des comportements réels des familles de classe moyenne, par-delà la rhétorique de la *mixité*.

Dans le cas milanais, l’aspect démographique de la mixité sociale n’est pas négligeable : les immigrés qui s’installent dans la ville ont un nombre élevé de mineurs à charge, en raison d’une importante natalité et du regroupement familial ; les mineurs autochtones représentent en revanche une part relativement modeste, en raison d’un taux de fertilité moindre, mais aussi parce que les familles jeunes préfèrent se déplacer vers l’extérieur. Ainsi, à une concentration et à une ségrégation résidentielles plutôt basses s’oppose une concentration plutôt élevée sur le plan scolaire (cf. carte), qui pose désormais problème, notamment pour deux raisons : d’une part, la fragmentation ethnique des élèves risque de susciter – dans le cadre plus général d’une réduction des moyens affectés au secteur de l’Éducation nationale – une frustration du corps enseignant et une méfiance à l’égard du pouvoir d’intégration de l’institution scolaire ; d’autre part, les parents italiens, et en particulier ceux qui appartiennent aux couches sociales les plus élevées, tendent à éviter les établissements scolaires à fort taux de présence étrangère, si bien qu’ils accentuent la ségrégation des jeunes générations d’origine immigrée et des couches populaires italiennes résidant dans des quartiers déjà marqués par un faible niveau socioculturel et par un risque plus élevé de dispersion scolaire.

### Conflit autour d’une rue d’entreprises asiatiques

Dans certains cas, la concentration d’une population alliée à des taux très élevés de ségrégation, même dans de petites zones, donne lieu à de violents conflits à caractère spécifiquement ethno-spatial. Comme c’est le cas dans le quartier qui s’étend autour de la rue Sarpi, qui était, bien avant les importantes vagues d’immigration de ces vingt dernières années, une zone de référence pour les boutiques et les restaurants chinois. Également siège de nombreux ateliers de textile et de maroquinerie, il a vu de nombreux ouvriers s’installer. Ce quartier concentre aujourd’hui beaucoup de commerces (en particulier de grossistes) qui vendent à des Chinois et à des non-Chinois des marchandises importées de Chine, mais pas exclusivement. Un peu plus de 5 % seulement des Chinois présents à

Milan résident dans ce quartier, et plus de 90 % des habitants sont des Italiens aux revenus moyens et élevés, en raison des coûts de l’immobilier. Il ne s’agit donc pas d’une ségrégation résidentielle, mais d’une forte concentration commerciale dans un quartier ancien caractérisé par ses rues étroites. Un conflit y a éclaté à la suite de plaintes émises par la communauté et les commerçants chinois à l’égard de la recrudescence de vexations et d’amendes infligées par la police municipale. À une période de mobilisation a succédé une phase de négociation entre la Ville et la communauté chinoise (par la médiation directe, toujours, du consulat, ce qui est typique du style de gestion des conflits avec les immigrés adopté par la coalition de centre droite) afin d’obtenir la délocalisation des commerces de gros vers la périphérie.

Les transformations économiques rapides et radicales de la rue Sarpi n’ont pas été mises à profit pour favoriser les rapports entre communautés de cultures différentes. Elles témoignent également du fait que l’entrepreneuriat immigré ne constitue plus seulement un phénomène de niche, mais devient – avec son potentiel de compétition et de conflits – un point névralgique dans la réorganisation complexe de la vie économique /9.

### La question rom

Les problèmes liés aux camps et aux baraquements roms existent de longue date et ne constituent pas un phénomène purement italien ; ils sont néanmoins constants et pérennes, et donnent le pouls des multiples tensions urbaines /10. Au cours des dix dernières années, et d’une façon exacerbée lors



Milano / Fotogramma / ROP-REA

des deux dernières, l’administration locale s’est obstinée à déloger les implantations abusives, c’est-à-dire des baraquements de 200 à 500 personnes. Les alertes en matière de sécurité et d’hygiène données par des citoyens italiens qui vivent dans leur voisinage augmentent, souvent sous l’impulsion

7/

T. Butler, G. Robson, *London Calling: The Middle Classes and the Remaking of Inner London*, Berg, Oxford, 2003.

8/

M. Oberti, *L’École dans la ville. Ségrégation, mixité, carte scolaire*, les Presses de Sciences Po, Paris, 2007.

9/

E. Mingione, *Family, Welfare and Districts: The Local Impact of New Migrants in Italy*, EURS Workshop, London School of Economics, 2008.

10/

T. Vitale, “Dinamiche di segregazione. Ceto politico e amministrazione alla prova dei Rom di nuova immigrazione”, in E. Rodari (a cura di), *Rom, un popolo. Diritto a esistere e deriva securitaria*, Edizioni Punto Rosso, Milan, 2008, pp. 45-68.

## → Immigrés à Milan : faible ségrégation mais fortes tensions

des élus locaux et des pouvoirs publics eux-mêmes. Jusqu'alors, les interventions ont consisté à déplacer ces baraquements, et jamais très loin.

Dans ces campements infernaux, lieux d'extrême ségrégation aux conditions d'hygiène inacceptables, vit une population de plus en plus hétérogène par rapport aux traditionnels petits clans de Roms constitués de citoyens italiens aux professions itinérantes. Une partie des habitants a un permis de séjour en règle et souvent un contrat de travail irréprochable, notamment dans le secteur du bâtiment. La concentration élevée d'ouvriers du bâtiment explique en partie la rapidité miraculeuse avec laquelle sont reconstruits les baraques et les campements après délogement. Cette question des Roms semble être actuellement l'objet des plus importants conflits entre immigrés et Italiens, ainsi que celle de la concentration de population élevée. Il s'agit en effet d'un cercle vicieux associant des implantations résidentielles et sociales non dirigées et problématiques, une compétition pour l'utilisation des espaces publics et de fortes dynamiques conflictuelles liées au sentiment d'insécurité.

Le tableau global que l'on peut en dresser est que, même en l'absence de fortes concentrations et d'importantes ségrégations des immigrés, l'interaction multi-ethnique présente une charge notable de tensions aussi bien dans les grandes villes que dans des contextes traditionnellement moins turbulents, tels les villes moyennes et les systèmes urbains diffus typiques des quartiers industriels /11. La mixité sociale non programmée des quartiers

paie le prix d'un développement rapide dans le cadre du processus général de transformation urbaine, que ce soit en termes productifs (tertiarisation, développement de l'économie culturelle) ou démographiques (vieillesse de la population, tendance à la polarisation sociale et à l'expulsion des jeunes familles de classe moyenne), ou plus récemment en termes de territoire et d'aménagement (grands projets de rénovation urbaine). Et il est inquiétant de constater que les conflits et plus généralement les transformations, qui en général sont mal maîtrisés par les pouvoirs locaux, se voient abordés principalement sous l'angle de l'ordre public et de la sécurité plutôt qu'en tant que projets à long terme visant à relever les défis de la cohabitation et de la cohésion sociale.

Dans ce contexte, les (petites) tensions de la cohabitation sont ethnicisées. Face à des conflits plus importants, et pas seulement à Milan, les administrations communales ne semblent pas en mesure d'adopter des politiques sociales capables d'endiguer le processus. Les municipalités poursuivent des logiques de consensus qui s'appuient sur les transformations structurelles de la société urbaine, mais elles le font à travers des initiatives à court terme, en réduisant au minimum la variété des instruments de l'action publique à disposition. Aussi, les tensions les plus quotidiennes comme les conflits les plus violents s'exacerbent sans que l'on y apporte de solutions. | Enzo Mingione, Barbara Borlini et Tommaso Vitale

Traduction : Florence Ferran

11/

E. Barberis, *Imprenditori immigrati*, Ediesse, Rome, 2008.



Dino Fracchia / REA